

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les partis socialistes et l'Europe

LES journées consacrées à l'Europe par les socialistes et les sociaux-démocrates européens sont la marque tangible de la force avec laquelle le processus de la construction européenne se développe désormais.

Après la Deuxième Guerre mondiale, pendant longtemps la social-démocratie française, et Mitterrand le premier, n'ont pas caché leur sympathie à l'égard de l'impérialisme américain et ont pensé pouvoir prospérer sous son ombre.

C'est ainsi qu'en 1965, le mouvement communiste français (marxiste-léniniste) pouvait qualifier Mitterrand de politicien proaméricain et que le congrès de Puyricard estimait, lors de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France en 1967, qu'il faisait partie de « ces gens-là qui veulent dissoudre la France dans un ensemble atlantiste. »

Depuis, les choses ont bien changé. L'influence encore certes importante des USA en Europe ne fait que décroître et en politiciens soucieux de leurs intérêts et de leur avenir les dirigeants du PS se sont ralliés à la tendance dominante parmi les monopoles européens qui ne voient pas la possibilité de se développer face aux USA et de résister aussi aux menaces de l'URSS que dans le cadre de l'unité européenne.

C'est dans le même ordre d'idées que *L'Unité*, organe du PS a été amené à plusieurs reprises ces dernières années à souligner le danger de guerre que font peser les superpuissances. Ainsi *L'Unité* du 20 décembre 1977 affirmait « Les Etats-Unis et l'URSS sont des adversaires irréductibles » et « La paix atomique, loin d'être stable et durable, devient en fait au fil des ans, une forme de sécurité de plus en plus dangereuse et incertaine. »

Nous considérons que ce changement d'attitude des dirigeants du PS constitue un fait positif dans la mesure où ils sont devenus favorables à une union européenne qui constitue aujourd'hui face aux deux superpuissances, USA comme URSS, un obstacle de taille. On a même vu l'un d'eux, Gaston Defferre, maire de Marseille, devenir membre de la présidence de l'Association des Amitiés franco-chinoises et favoriser ainsi le développement de l'amitié avec la Chine qui joue un rôle si important dans la lutte antihégémonique.

Il suffit pour en apprécier toute l'importance de comparer une telle attitude à celle de la direction du PCF qui s'obstine, malgré quelques timides pas en retrait, à servir d'appui actif à l'URSS et à mettre des bâtons dans les roues à la construction de l'Union européenne. Dans ce domaine, seuls les « euro-communistes » français, tel Ellensstein, tendraient à se rapprocher de l'attitude, par exemple, du Parti communiste italien favorable à la gestion du capitalisme dans le cadre européen.

(Suite page 3) Jean QUERCY

Les socialistes à la conquête du Parlement européen

LES principaux dirigeants des partis socialistes européens se sont retrouvés à Lille cette semaine pour deux journées consacrées à l'Europe.

Il ressort de cette conférence une très nette volonté de leur part de participer de façon active à la construction de l'unité européenne et d'occuper une grande place dans l'Union européenne. C'est bien sûr la marque d'un grand appétit pour la gestion des monopoles capitalistes européens.

Mais par là-même les dirigeants socialistes contribuent à vouloir renforcer l'Union européenne, obstacle de taille face aux menaces que font planer les superpuissances sur l'Europe.

(Voir article page 3)

10 000 éleveurs de porc manifestent à Pontivy

Bien décidés à ne pas en rester là...



C'est plus de 10 000 éleveurs de porcs qui se sont retrouvés hier mercredi après-midi aux portes de Pontivy (Morbihan) avant de venir par cortèges à côté de la sous-préfecture.

L'appel du comité de Redon (qui rassemble les Fédérations d'exploitants agricoles (FDSEA) du Morbihan, Finistère, Loire-Atlantique et Mayenne, fédérations « dissidentes » de la fédération nationale (FNSEA) et des CDJA du Morbihan, Mayenne, Loire-Atlantique), avait été largement entendu et avait débordé du cadre de la Bretagne puisque des délégations telles celles de l'Indre de l'Isère et du Rhône étaient présentes ou envoyèrent des télégrammes de soutien.

Une telle participation montre bien la profondeur du mécontentement qui atteint cette catégorie des travailleurs de la campagne. Déjà des actions avaient eu lieu avant. Ainsi il y a eu quelque temps, Méhaignerie, à Vitre avait dû faire face à une manifestation surprise de 150 producteurs et le 24 octobre, une cinquantaine d'éleveurs avaient visité les frigos de la CEGF.

Les interventions des orateurs furent surtout un exposé technique sur les montants compensatoires monétaires, discours qui n'interrompirent pas les nombreuses conversations individuelles où les éleveurs discutaient surtout des problèmes particuliers qu'ils rencontraient et en particulier de la faiblesse des cours. L'impression qui ressort c'est comme cela fut dit dans une intervention :

« Que les producteurs se sentent pris dans un étau des pouvoirs publics, un étau qui se resserre de plus en plus. Déjà plusieurs parmi nous sont étouffés ou sur le point de l'être. La situation actuelle et surtout les perspectives qui se dessinent à l'horizon nous font penser que chacun d'entre nous à tour de rôle y passera. »

Zimbabwe (Rhodésie)

Un représentant de la ZANU à Paris

« Nous pouvons maintenant frapper ou nous voulons »

LA SEMAINE dernière, Dzingai Mutumbura, membre du Comité central de la ZANU et responsable pour l'Éducation et la Culture, de passage à Paris donnait une conférence de presse sur la situation actuelle de la lutte de libération au Zimbabwe (Rhodésie) et sur les problèmes d'éducation et de culture pour les masses zimbabwé dans les régions libérées et dans les camps de réfugiés au Mozambique où la ZANU entretient des bases et des camps de réfugiés. Nous reproduisons ici des extraits de cette conférence de presse.

« Pour commencer, je voudrais insister sur le fait que, à l'étape actuelle de notre combat, la lutte armée est la forme principale de lutte. Mais il y a d'autres aspects de la lutte qui sont importants et qui arrivent en complément de la lutte armée. Dans cette partie du monde, beaucoup de gens sont peut-être plus habitués à entendre parler des missionnaires et des massacres qui sont supposés avoir été commis par nos

propres forces. Mais ce que beaucoup d'entre vous ne sont pas habitués à connaître, c'est le fait que, au Mozambique nous sommes responsables de la survie de plus de quatre vingt mille réfugiés du Zimbabwe. Le fait de veiller auprès de ces gens est beaucoup plus important que ce qui était rapporté jusqu'ici. Nos activités dans ces régions incluent des soins médicaux, l'habillement, le bien-être, la nourriture et les activités

de production ainsi que tout le domaine qui concerne l'éducation professionnelle » (...)

« Cet aspect de notre lutte est très important. Ceux d'entre vous qui connaissent les luttes révolutionnaires savent pertinemment que si le peuple n'est pas correctement éduqué au but et aux méthodes de la lutte, notre victoire militaire pourrait être facilement transformée en une défaite politique. C'est à cause de cela que nous attachons une grosse importance à l'éducation. » (...)

« Je voudrais parler un peu de la situation militaire dans notre pays. Nous sommes en guerre. Tout le monde sait cela. Notre guerre va de victoire en victoire. Vous savez, il y a de larges portions du territoire que nous contrôlons. Même l'ennemi reconnaît cela. L'établissement de la loi martiale au Zimbabwe fut la plus flagrante manifestation du fait que les choses allaient mal pour l'ennemi. Les forces rhodésiennes ont retiré leurs forces des zones rurales, que nous contrôlons pour les consacrer à la garde des fermes des Blancs des villes.

Au début de 1973, l'ennemi avait créé un grand nombre de camps de concentration (« villages protégés »). Mais depuis 1975, nous avons détruit la plupart de ces camps et libéré notre peuple. Nous sommes maintenant dans une telle position de force que nous pouvons frapper là où nous voulons. Dans notre position actuelle, nous pouvons attaquer les places

fortes de l'ennemi, leurs villes, quel que soit l'endroit où elles se trouvent.

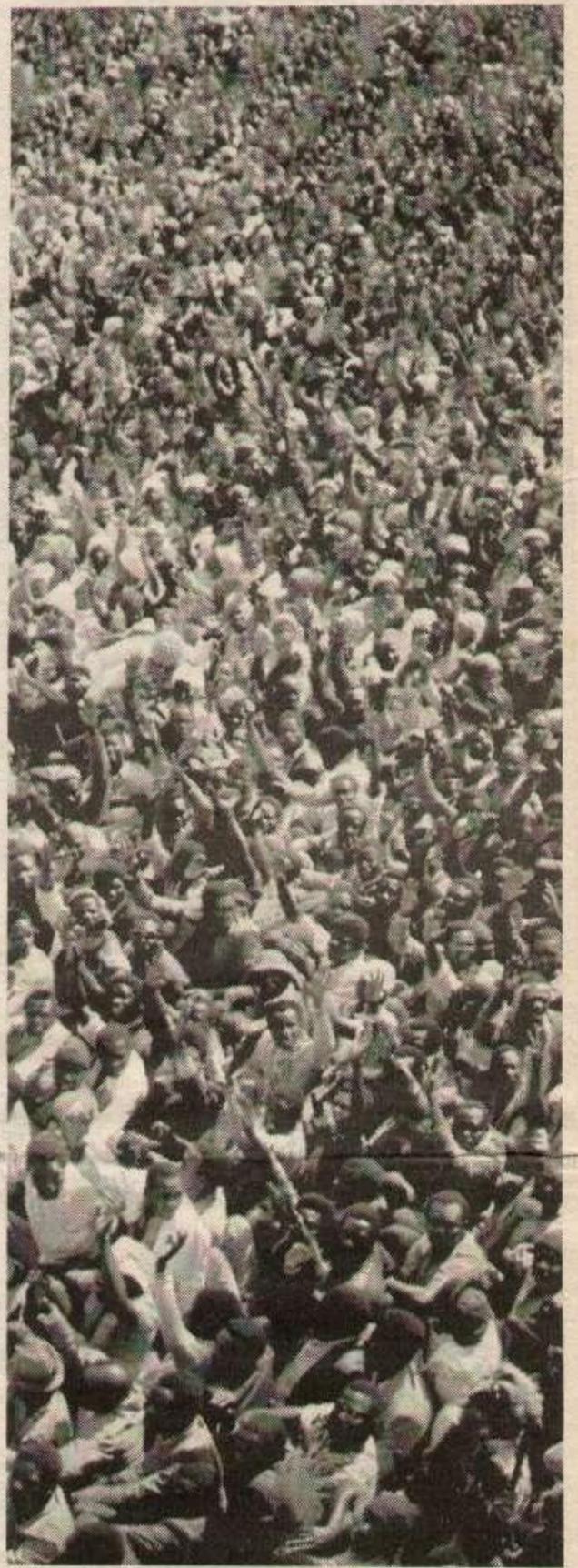
Pour vous donner un exemple, en dépit des concentrations des forces raciales à l'intérieur et autour de la ville de Umtali, nous avons pu attaquer cette ville par deux fois dans les six dernières semaines. Umtali est la troisième ville en importance du Zimbabwe. Nos actions militaires ont provoqué la faillite du régime. Smith reconnaît lui-même que ses élections ne pourront pas avoir lieu dans le pays cette année (...).

Un journaliste qui lui demandait si, à la suite de son voyage dans les pays de l'Est, il était vrai que, comme l'avait annoncé la presse américaine, l'aide de la Chine avait été réduite, Dzingai Mutumbura a répondu notamment :

« Pour autant que je le sache, l'aide à la ZANU ne vient pas d'un seul endroit. L'ensemble de l'aide que reçoit la lutte du peuple zimbabwé, vient de nombreux pays du monde. Je n'ai aucune connaissance que l'aide que nous recevons de la République populaire de Chine aurait diminué de quelque manière que ce soit du fait que nous recevons de l'aide d'autres endroits. »

A ce sujet, le représentant de la ZANU, a également rendu un vibrant hommage au Mozambique et à son peuple, insistant sur le fait que par rapport à ses moyens propres l'aide du Mozambique au peuple zimbabwé était remarquable.

Propos recueillis par Serge FOREST



Un rassemblement de Noirs au Zimbabwe.

Billet

UN des principaux dirigeants du Parti démocrate-chrétien de Hollande vient d'être contraint de démissionner. Une enquête sur son passé avait prouvé que Willem Aantjes, le chef du groupe parlementaire du premier parti du pays, avait été volontaire dans les SS pendant la Deuxième

Guerre mondiale. C'est un institut gouvernemental qui a d'ailleurs fait ces révélations. Une idée : et si on fouillait un peu dans le passé de quelques-uns de nos « grands hommes ? ». De l'histoire d'Hersant à celle de Mitterrand, pendant la guerre, on trouverait peut-être des choses intéressantes. Chiche...

S. F.

Vague de grèves en Argentine

UNE vague de grèves s'étend depuis quinze jours sur l'ensemble de l'Argentine. D'ores et déjà, plusieurs des plus grosses entreprises du pays sont touchées. A Buenos Aires, la capitale, les usines Peugeot (6 000 ouvriers), Fiat (4 000) et Rigolleau, une verrerie employant 3 500 personnes sont en grève. A Cordoba, c'est l'usine Renault (8 000 ouvriers) qui est paralysée et à Santa Fé, l'usine Sancor, une grosse laiterie employant 1 500 personnes. De plus dans l'ensemble du pays, les ouvriers de soixante autres petites et moyennes entreprises défient également le régime fasciste de Videla. La grève est, en effet, interdite en Argentine.

Ces différents mouvements ont deux raisons principales : les salaires et la réintégration d'ouvriers renvoyés pour raisons politiques et économiques. C'est notamment le cas chez Fiat. En ce qui concerne les salaires, il faut savoir que le salaire moyen d'un ouvrier argentin avoisine 400 F par mois et que l'inflation, elle, friserait 220 % cette année.

Cette vague de grèves, qui, de par leur interdiction, sont de fait des grèves politiques, dénote la volonté des syndicats et notamment de la « Commission des 25 » de lancer une vaste offensive contre le régime fasciste. Elle pourrait bien préfigurer un mouvement de très grande ampleur dans les semaines à venir.

Allemagne de l'Est

Les cris derrière le mur

RUDOLF Bahro, dissident est-allemand condamné, en août dernier, à huit ans de prison, vient de réussir à passer, du fond de sa prison, une lettre à l'Ouest, que le magazine Der Spiegel reproduit dans une édition récente.

Bahro indique maintenant : « Pendant toute l'instruction, je n'ai abandonné aucune de mes positions. Devant le tribunal et ailleurs, je n'ai laissé aucun doute quant à ma volonté de poursuivre ma voie tout droit tracée. Discuter publiquement de mes thèses, voilà exactement ce que je voulais, et c'est aussi exactement cela qu'ils essayent d'éviter à tout prix en condamnant un livre de caractère théorique et politique comme un "travail de renseignement" ».

J'ai essayé, écrit-il aussi, d'analyser le socialisme

réel comme Marx a analysé le capitalisme : comme formation sociale, comme système global qui "fonctionne" et qu'il faut dépasser. »

Un autre dissident, Robert Havemann, qui est en résidence surveillée depuis bientôt deux ans, a publié, fin septembre, un nouveau livre dans lequel il relate le développement de ses contradictions avec le régime.

Il décrit notamment la surveillance de tous les instants dont il est l'objet : « La voiture de police est devant ma porte et on fait attention à chacun de mes pas. Ma maison est encerclée. Du côté de l'eau — notre maison est au bord de l'eau — et dans les maisons voisines, il y a aussi des policiers ; la nuit, ils ont des petits projecteurs. »

Aux deux extrémités de la rue où se trouve ma maison, il y a de gros

camions avec une voiture de police. Des policiers y sont postés, qui contrôlent tous ceux qui veulent entrer ou sortir, et ne laissent rentrer que des gens qui habitent ici et, parmi les visiteurs qui veulent venir ici, que les parents proches.

Le curé de Grünheide (lieu d'habitation de Havemann) et sa famille, ainsi que la femme du dentiste qui habite juste en face de nous, constituent une exception. Pour des raisons mystérieuses, ils ont le droit de venir chez moi et de me rendre visite.

Quand je vais à Berlin ou que je quitte simplement ma propriété, je suis aussitôt suivi par une voiture qui est postée dans la rue Burgwall. Et après un petit bout de temps, c'est toute une file de voitures qui se mettent en branle. Quand je conduis seul, il y a toujours

deux ou trois voitures qui me suivent, quand je pars avec ma femme, il y en a au moins quatre ou cinq, ou même six, qui nous suivent partout, toutes les unes derrière les autres — longue file — avec deux, trois ou quatre personnes dans chaque ».

Les autorités est-allemandes veulent depuis longtemps se débarrasser de Havemann en l'expulsant à l'Ouest. Mais Havemann leur réplique :

« Je ne pense pas une seconde à quitter la RDA, alors qu'on peut constater sans arrêt que le régime perd tout son crédit, qu'il l'a déjà perdu, et qu'il suffit seulement de quelques pichenettes et événements extérieurs pour envoyer au diable tout le Bureau politique du Parti. »

Jean Schubert

Le Vietnam osera-t-il se lancer dans une guerre chimique ?

DANS quelle aventure insensée a donc décidé de se lancer le Vietnam ? Telle est la question que chacun ne manquera pas de se poser en apprenant cette nouvelle terrible : les troupes vietnamiennes utilisent maintenant des produits chimiques mortels dans leur agression contre le Kampuchea (Cambodge).

L'information a été donnée par une déclaration publique du ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique qui indique, entre autres : « Ayant subi des défaites de plus en plus cuisantes sur le champ de bataille kampuchean, les agresseurs vietnamiens deviennent de plus en plus cruels et brutaux. Les 28 et 29 octobre et les 1er et 2 novembre 1978, l'ennemi vietnamien a lancé, au canon 105 mm, des bombes de gaz mortels à Oyadao, territoire kampuchean de la province de Ratanakiri. »

LE COEUR SERRE

Tous les démocrates, tous ceux qui hier ont soutenu le Vietnam contre l'agression américaine, tous ceux qui ont défilé à Paris, Londres, Washington, Rome... pour protester contre le recours au napalm des impérialistes américains auront le cœur serré d'indignation en apprenant qu'aujourd'hui, les dirigeants vietnamiens commettent les mêmes crimes.

Le 26 mars 1965, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam publiait une déclaration soulignant : « L'utilisation de gaz toxiques par les impérialistes américains, nouveau pas dans le crime pendant la

guerre d'agression contre le Sud-Vietnam les a démasqués une fois de plus comme étant des colonialistes extrêmement cruels et a révélé l'hypocrisie de leur attachement à la paix. » Hier, c'étaient les Vietnamiens qui succombaient sous les bombes au napalm, aujourd'hui les dirigeants du Vietnam ont recours aux mêmes méthodes criminelles contre le peuple kampuchean. Mais cela ne leur portera pas bonheur : comme tous les agresseurs, ils connaîtront tôt ou tard, la défaite et la réprobation unanime du monde entier. Alors, ils auront à répondre devant le peuple cambodgien et devant leur propre peuple, de leurs crimes.

UN NOUVEAU PAS

Pour le moment, une chose est sûre : soutenus par l'URSS, les dirigeants vietnamiens ont fait un nouveau pas dans leur agression contre le Kampuchea, ils semblent donc bien décidés à lancer une opération d'envergure, à la faveur de la saison sèche. C'est ce que confirme la radio du Kampuchea démocratique qui vient d'annoncer que la capitale du pays, Phnom Penh était mise en état d'alerte ainsi que la province de Svay-Rieng « pour faire

face à l'agression vietnamienne ».

« Les troupes révolutionnaires et le peuple héroïque de la capitale ont été rassemblés pour assurer la sécurité de Phnom-Penh, selon les instructions du gouvernement » indique la radio. Il faut signaler que la capitale du Kampuchea est assez peu éloignée de la frontière vietnamienne, ce qui explique l'ampleur des mesures prises.

La radio a également fait état d'incursions de plus en plus fréquentes de soldats vietnamiens depuis la fin octobre. Jusqu'ici, elles ont été repoussées.

POUR LE COMPTE DE MOSCOU

Tous ces faits confirment de façon éclatante que le traité soviéto-vietnamien conclu la semaine dernière à Moscou est bel et bien un traité d'agression. Le Vietnam, fort du soutien militaire de l'URSS, rêve de dominer toute la région du Sud-est asiatique et pour cela, il lui faut d'abord s'emparer du Kampuchea.

C'est ce qui explique son acharnement actuel. Mais en même temps, le Vietnam s'est irrémédiablement lié à l'URSS pour bénéficier de son soutien, et finalement c'est bien pour le compte du socialisme impérialisme russe qu'il travaille.

Qui a déjà vu Moscou « aider » un pays sans être sûr de tirer finalement les marrons du feu pour son propre compte ? Le Vietnam n'échappe pas à la règle.

Mais en mettant au point leur plan d'agression contre le Kampuchea, à Moscou, l'URSS et le Vietnam ont oublié une chose : plus leurs crimes seront cruels, plus les peuples du monde les condamneront pour ce qu'ils sont : des agresseurs et des criminels, et plus le peuple cambodgien bénéficiera d'un large soutien.

Le peuple cambodgien doit bénéficier du même soutien que les peuples indochinois pendant leur guerre de résistance à l'impérialisme américain.

Claude LIRIA

Les socialistes à la conquête du Parlement européen

LA réunion de Vancouver (Canada) de l'Internationale socialiste à peine terminée, les principaux dirigeants des partis socialistes européens se sont retrouvés à Lille les mardi 7 et mercredi 8 novembre pour deux journées consacrées à l'Europe.

600 invités ont été ainsi accueillis par Pierre Mauroy parmi lesquels Willy Brandt du SPD (RFA), actuel secrétaire de l'Internationale socialiste, Mario Soares, secrétaire du PS portugais, Botson, vice président du PS belge, Paces Barba du Parti socialiste néerlandais, ancien premier ministre, Mélina Mercouri, députée du Pirée, représentante de Pasok (parti socialiste grec), Lydia Schmid, présidente du parti socialiste luxembourgeois.

La première journée placée sur le thème « Pour l'Europe des travailleurs, expériences et propositions » était présidée par Pierre Mauroy. Elle permit à plusieurs orateurs de plaider la cause de l'Europe : Veltri, maire de Pavie (Italie), Knose, président du sénat d'Hambourg (RFA), le maire d'Eindhoven, Andersen, maire d'Aalborg (Danemark), Antonio Giolietti, membre de la commission des communautés, Lagorio, président du gouvernement de Toscane (Italie), Leburton, président de la chambre des députés de Belgique, ainsi que divers dirigeants du Parti socialiste français comme Jacques Delors et Robert Pontillon.

La deuxième journée placée sous la présidence de Mitterrand consacra le lancement officiel de la campagne du parti socialiste pour les élections à l'assemblée européenne.

A l'heure où la crise capitaliste fait rage à travers la vieille Europe des monopoles convoitée par les superpuissances, cette importante réunion des socialistes européens possède une double signification.

TOUJOURS LE CAPITALISME

D'un côté cette réunion révèle les inquiétudes de ces défenseurs de l'exploitation qui sont depuis toujours les chefs sociaux-démocrates : qu'ils soient au pouvoir ou

qu'ils piétinent dans l'anti-chambre.

Ainsi certains orateurs devaient manger le morceau : « Il faut, déclara Den Uyl, le Hollandais, créer un climat dans lequel les travailleurs seraient prêts à faire des sacrifices pour résoudre la crise de l'emploi... ». Et Willy Brandt de son côté plaida pour « une Europe sociale » s'exclamant : « La coopération au niveau des grandes entreprises est déjà une réalité. C'est bien mais ce n'est pas assez ».

Les « solutions » socialistes à la crise ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles de Raymond Barre. De fait, l'Allemagne d'aujourd'hui, toute l'histoire notamment celle de notre pays, sont là pour le prouver, les socialistes au pouvoir c'est toujours le capitalisme et à cet égard « l'Europe des travailleurs » dont se réclame la réunion de Lille n'est qu'une formule des plus creuses, démentie par la réalité.

S'UNIR, POURQUOI ?

« La simple vue d'une carte du monde montre pourquoi les pays d'Europe doivent accroître leur puissance » déclara Mitterrand. Mais mis à part un orateur Italien, l'homme de théâtre Strehler, qui déclara son souhait de voir s'établir une « Europe réellement indépendante des superpuissances », aucune des personnalités socialistes qui ont pris la parole n'a jugé utile de présenter la construction de l'Europe en fonction de l'hégémonie des deux superpuissances.

Aveuglement d'un courant politique incapable d'interpréter l'histoire et d'en tirer les leçons ? Sans aucun doute. Plus sûrement il faut parler de la tendance à l'apaisement vis-à-vis de l'URSS et de ses ambitions,

tendance qui s'est manifestée avec force lors de l'intervention de Willy Brandt : « Il faut faire de l'Europe une puissance de la paix » affirma-t-il avant de déclarer : « Au cours des dix dernières années, nous avons contribué à réduire les risques d'une guerre entre l'Est et l'Ouest ». Il vanta les mérites de la conférence d'Helsinki « important symbole des nouvelles relations entre les pays d'Europe » avant d'appeler de ses vœux un large développement de la « coopération » entre les Neuf et les pays d'Europe de l'Est : « La période de la confrontation doit être remplacée par la coopération ».

Malheureusement ces homélies pacifistes sont quotidiennement démenties par l'effort gigantesque d'armement de l'URSS et ses agressions répétées dans le monde. A l'évidence les sociaux-démocrates européens ont voulu manifester leur unanimité sinon leur cohésion à l'approche des élections au parlement européen où ils seront le groupe le plus nombreux.

Au total l'importance de cette réunion européenne délibérément spectaculaire (2 000 personnes, des centaines de journalistes, la radio et la télévision de plusieurs pays européens, un concert de Wagner le soir du premier jour, « l'Internationale » interprétée par l'orchestre symphonique de Lille, etc.) mais qui n'apporta aucune surprise, réside surtout dans le fait même qu'elle se soit tenue.

Ceci démontre une nouvelle fois que la tendance à s'unir se développe chez les bourgeoisies occidentales face à l'hégémonie des deux superpuissances URSS et USA. Développer l'union européenne sur tous les plans ne peut que retarder l'échéance inévitable d'une troisième guerre mondiale.

Mais les socialistes européens sauront-ils répudier la tendance à l'apaisement vis-à-vis de l'URSS ? Sauront-ils désigner clairement le péril et rejeter l'esprit de Munich qu'ils propageront si abondamment en d'autres temps ?

Bureau de presse du Nord

Les partis socialistes et l'Europe

(Suite de la page 1)

Bien entendu, lorsque nous apprécions ainsi positivement l'attitude des dirigeants socialistes, c'est bien vis-à-vis de l'Union européenne capitaliste et s'agissant de l'opposition de partis bourgeois aux superpuissances. D'ailleurs, cela ne veut aucunement dire que nous leur faisons confiance pas plus qu'aux autres partis bourgeois pour mener la lutte résolue indispensable contre les menaces de guerre, alors qu'ils ont déjà donné à plusieurs reprises des preuves de certaines tendances conciliatrices à l'égard de l'URSS. C'est bien sûr l'unité des peuples européens qui constituera, dans la lutte contre les menaces de guerre, le facteur décisif. Bien entendu, il ne faut pas croire une seconde que c'est réellement une « Europe des travailleurs » comme ils le prétendent que les dirigeants socialistes veulent construire. Ils espèrent simplement pouvoir prendre en main dans le cadre de l'Europe capitaliste les rênes des monopoles tout en continuant de faire payer, comme le fait d'ailleurs le gouvernement Giscard-Barre actuel, les frais de la crise aux travailleurs.

Nous devons donc distinguer avec soin avec l'ensemble des travailleurs la lutte classe contre classe à mener contre notre bourgeoisie et la lutte dont la classe ouvrière doit également prendre la tête contre les superpuissances. C'est dans ce cadre qu'il nous faut tenir compte de l'attitude positive des dirigeants socialistes vis-à-vis de l'Union européenne.

Jean-QUERCY



Grève des marins pour la défense de leur statut

Les deux aspects de leur lutte

LES marins qui ont bloqué les principaux ports français dix-sept jours durant, ont repris le travail le 5 novembre ; ils se battaient pour la défense du statut de marin que les armateurs essaient de casser en développant les « pavillons de complaisance ». Ceux-ci veulent « restaurer la liberté d'action », c'est-à-dire avoir les mains libres pour augmenter leurs profits.

Ce n'était pas la première lutte des marins et de la CGT : plusieurs succès ont été remportés par les marins, à Saint-Nazaire, en particulier, pour l'application du statut international des marins (ITF), moins favorable que le statut français sur des bateaux étrangers. Nous publions ici l'exemple de l'*Astyanax*, bateau panaméen, battant pavillon cypriot, bloqué en avril 1978, à Saint-Nazaire, jusqu'à ce que l'armateur accepte de verser l'arriéré de salaire dû aux marins. Nous publions aussi un communiqué de la Fédération nationale des syndicats maritimes CGT qui permet de mieux saisir les deux aspects de la lutte des marins : la défense des avantages acquis et la tentation chauvine due au statut, que le syndicat dénonce, mais qui peut apparaître parfois dans la formulation de certains mots d'ordre comme « bateaux français, marins français ».

Saint-Nazaire : En partant hier, plus de 25 millions de centimes d'arriérés de salaires, comprenant les indemnités en heures supplémentaires, les congés payés et autres prestations, et plus de deux millions pour les cotisations et le fonds de solidarité ITF (1), l'armateur de « L'Astyanax » a gagné le droit de reprendre la mer.

Ce navire, battant pavillon cypriot, était bloqué au port de Saint-Nazaire depuis le 21 mars dernier, à l'initiative du Syndicat des

marins CGT qui avait constaté certaines anomalies tant au point de vue de la sécurité propre du bâtiment qu'en ce qui concerne l'équipage (voir nos éditions du 23 mars)...

UN BATEAU POURRI

(...) « L'Astyanax » est un bateau pourri extérieurement et intérieurement, où les ordures sont entassées sur la plage arrière et la saleté plus que repoussante. Jaugeant 18 595 tonnes de port en lourd, il abritait

26 hommes d'équipage de six nationalités différentes. On trouvait des Indiens, des Philippins, des Gambiens, des Pakistanais, des Turcs et des Grecs (dont la plupart sont officiers). Sur ce bateau, on travaillait le samedi et le dimanche et le paiement des salaires était plutôt aléatoire. L'un des marins, à bord depuis 26 mois, n'avait touché que cinq mois de traitement.

L'enthousiasme avec lequel l'équipage a accueilli Roland Andrieu, hier à 14 heures, faisait plaisir à voir. C'est sous les applaudissements que le représentant de l'ITF et du syndicat des Marins CGT est monté à bord. Il a réuni aussitôt tout le monde dans le réfectoire pour expliquer les accords conclus avec l'armateur. A noter que cette signature d'accord avait été précédemment fixée à mardi soir, mais que l'argent n'avait pu être réuni à temps auprès des banques.

Roland Andrieu a expliqué ses démarches : « Nous avons effectué les comptes du contrat ITF à partir de la date d'embarquement de chacun et recalculé les salaires, indemnités diverses et congés payés... On a tenu compte de ce qui avait déjà été perçu. »

Poursuivant, Monsieur Andrieu déclarait : « Il ne peut y avoir en même temps application du contrat grec et du contrat ITF. Le plus avantageux a été choisi et



« L'Astyanax » un bateau battant pavillon de complaisance où les marins avaient des conditions de travail scandaleuses. (Photo correspondant HR)

c'est, bien sûr, ce dernier ». Les comptes de l'armateur s'élevaient en effet à 32 127 dollars pour l'ensemble de l'équipage, soit un peu moins de 15 millions de centimes, contre 61 000 dollars pour l'ITF. Une différence du simple au double (...)

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS MARITIMES

La Société navale chargeurs Delmas-Vieljeux vient d'affecter l'un de ses navires sur une nouvelle ligne entre l'Inde et le Nigeria.

Il s'agit du « Stéphane Vieljeux » qui, en la circonstance, a été rebaptisé « Taj » tout en restant sous pavil-

lon français. L'équipage a été modifié, à savoir que six marins français, trois AD SG et trois polyvalents ont été rayés de l'effectif pour être remplacés par dix marins indiens.

Ces marins indiens auxquels nous ne contestons pas le droit de naviguer et de gagner leur vie ont sur ce navire battant pavillon français, et à qualification égale, des conditions salariales et sociales infiniment inférieures à celles du reste de l'équipage français.

Quelles que soient les conditions dans lesquelles ce navire a été affecté à cette ligne, cette discrimination est absolument intolérable sous notre pavillon.

Suivant de très près les décisions prises par la Nouvelle compagnie de paquebots d'embarquer des ma-

rins du tiers monde, sous-payés, il s'agit ici d'une extension très rapide du système de complaisance et de discrimination sous notre pavillon. En outre, et dans le cas Delmas, il ne s'agit pas seulement des AD SG mais aussi des Services Pont et Machine.

En conséquence, l'appel à la grève lancé hier par le Conseil national de la fédération prend toute sa valeur car ce ne sont pas seulement les paquebots et les emplois d'AD SG qui sont en jeu mais l'ensemble de la flotte et des emplois.

La fédération appelle les marins de tous genres de navigation à soutenir son action pour faire échec aux tentatives des armateurs.

Paris, le 29 septembre 1978.

350 ouvriers de l'entreprise Fougerolles de Brest sont en grève depuis 8 jours

Ils organisent vendredi une fête de solidarité

LE chantier de la troisième forme de radoub (réparation de navires) est l'un des plus gros chantiers de travaux publics en France. Il est actuellement paralysé par la grève des 350 travailleurs de l'entreprise Fougerolle, en majorité des maçons-bétonneurs qui représentent les deux tiers des effectifs du chantier.

La société Fougérolle travaille essentiellement sur les commandes de l'Etat. Après huit jours de grève la direction ne consent à lâcher que des miettes (comme 3 % des salaires au lieu des 25 % exigés par les grévistes).

Lundi, les travailleurs de Fougérolle reconduisaient la grève à une large majorité. Mardi les grévistes manifestaient en ville en un cortège combatif avec banderole en arabe, en français, portugais et turc. Beaucoup de ces travailleurs sont liés par contrat à Fougérolle et se déplacent au gré des chantiers.

A Brest, bon nombre d'entre eux sont logés en foyers APTAM ou dans

des baraquements juste à côté du chantier. Le mécontentement couvait depuis longtemps. La création d'une section CGT et les élections des délégués le 28 octobre (des délégués de toute nationalité) ont permis d'organiser la riposte quand la direction a annoncé le 31 octobre que le chantier fonctionnerait 24 heures sur 24 (avec en contre partie une prime de 16 francs pour la quarantaine de travailleurs qui verraient leurs conditions de travail s'aggraver notablement).

La direction semble vouloir jouer sur un pourrissement de la grève. Elle envoie régulièrement des huissiers faire constater des atteintes à la liberté du travail. Atteinte fictive car le piquet de grève n'empêche pas l'accès du chantier des travailleurs des autres entreprises. De toute façon, la grève à elle seule paralyse le chantier car c'est leur travail qui détermine l'avance des travaux.

Mercredi 8, la direction voulait faire sortir du chantier des camions servant au transport de béton

afin de les utiliser ailleurs sans doute. Mais ces camions ont été retrouvés avec 34 pneus à plat. Une réunion étant prévue le jeudi 9 avec l'inspecteur du travail, le directeur local a annoncé aux grévistes qu'il était prêt à lâcher du lest, mais vu la tournure des événements (le dégonflage des pneus dont il accuse les grévistes) il se voyait obligé de durcir sa position.

Son speech fut rapidement couvert par les slogans des grévistes : « Les patrons doivent payer ».

Les grévistes de Fougérolle ont commencé à organiser des collectes pour le soutien et ils organisent vendredi 10 novembre une fête de solidarité à la maison des syndicats à 20 h 30.

Au programme : folklore turc, arabe, breton ; buvette, sandwiches.

Ils appellent à venir nombreux et ils appellent tous ceux qui désirent leur apporter leur soutien à participer à leurs diffusions de tracts et collectes de solidarité.

Correspondant HR.

Une expulsion de paysans a eu lieu dans l'Orne

LA famille Levesque a été expulsée mercredi 8 novembre. Ils exploitaient depuis quatre ans sans bail, la ferme de la Veillerie. En 1971, la ferme est vendue et les fermiers ne peuvent acheter. La nouvelle propriétaire les expulse pour exploiter alors qu'elle a déjà une autre ferme de 45 hectares qu'elle fait exploiter par un bouvier.

A sept heures du matin mercredi, les huissiers sont arrivés et de nombreuses estafettes de gendarmerie et des camions de déménagement. Les quelques personnes qui étaient arrivées pour empêcher l'expulsion, la police les a sorties de la ferme pour isoler les Levesque.

Toutes les entrées étaient gardées. Le mobilier a été transporté dans un appartement de Gacay. Nous

nous sommes opposés au départ du camion en nous asseyant devant. A ce moment sont arrivées d'autres estafettes avec des gendarmes armés qui nous ont fait reculer. Ils ont mis un panneau pour dévier la route, à 5 kilomètres, pour cacher ces atrocités à la population.

Le matériel a été transporté chez un fils qui est paysan. Les vaches sont chez un voisin et il les élève dans un herbager ABVO (coopérative agricole). Pendant ce temps-là, 150 manifestants se rassemblaient pour protester contre l'expulsion. La encore la loi est du côté de ceux qui possèdent.

Les huissiers et la police sont là pour la faire appliquer et mettre sur la paille ceux qui veulent vivre de leur travail. Une assemblée générale a été

faite où tous nous nous sommes prononcés pour que les Levesque réintègrent la Veillerie. C'est là leur outil de travail, pas ailleurs. En attendant il faut conserver le cheptel.

Correspondant

Nos lecteurs pourront trouver un article dans la *Faucille* No 71 parlant de cette lutte. Cette lutte oppose les Levesque à une cumularde Marie-Claire Clomesnil. C'est une nouvelle lutte pour le droit des petits paysans à la terre, contre les seigneurs de la terre. Lisez ce numéro de la *Faucille* qui parle aussi d'une lutte du même genre mais à Sugères dans le Puy-de-Dôme. Là, c'est Mme Admirat, petite paysanne, qui doit affronter un dénommé Labouresse, appuyé par Debatisse le chef de la FNSEA.

40e Congrès de la CGT «Non, il ne peut y avoir de bons contrats avec ce régime»

Une importante contribution du syndicat CGT de l'EDF-GDF de Brest

V OICI une nouvelle lettre publiée dans le *Peuple* No 104, entièrement consacrée au débat préparatoire au congrès. André Fichaut, qui écrit au nom du syndicat ouvriers-employés et de la CE du syndicat cadre et maîtrise (GNC) EDF-GDF de Brest, pose le problème de la politique contractuelle telle que la conçoit la direction confédérale et des formes de lutte pour faire échec au plan Barre. Cette lettre, qui dénonce les accords de salaires à EGF et explique quel échec ils sont pour la classe ouvrière, répond aussi indirectement aux nombreuses questions que se posent les militants de la métallurgie après la signature en juillet dernier par la CGT d'un accord de salaire dans cette branche. Les « succès de la politique contractuelle » de Giscard-Ceyrac, la classe ouvrière peut-elle s'en féliciter ? Le syndicat EGF de Brest répond fermement par la négative. Les militants critiquent aussi le manque de coordination des luttes ; il faut, disent-ils, une réponse d'ensemble. C'est une importante contribution qui doit favoriser de nombreuses discussions.

Le rapport préparatoire affirme que la CGT est pour la signature de « bons contrats » ! Il n'y a pas de bons contrats pour le mouvement ouvrier dans le régime capitaliste ! Il y a souvent, à un moment quelconque de l'action syndicale, un « accord » sanctionnant un rapport de forces. Cet « accord » peut être bon pour les travailleurs s'ils ont pu instaurer un rapport de for-

ces conséquent. Il peut être moins bon ou mauvais si le rapport de forces dans l'action n'a pas été en leur faveur. Mais ceci n'a rien à voir avec la signature d'un contrat à plus ou moins long terme. La politique contractuelle a été proposée et mise en place par le pouvoir. Elle permet au patronat et au gouvernement d'obtenir, dans les secteurs où de tels contrats sont signés, un

calme social important pour une période relativement longue. Elle permet aux patrons et aux gouvernants de planifier les dépenses de salaires longtemps à l'avance et de supprimer ainsi les à-coups de la lutte de classes dans ce domaine.

MAIS OÙ EST L'INTÉRÊT DES TRAVAILLEURS DANS UNE TELLE POLITIQUE

Le premier contrat important de ce type a été proposé à EGF, en décembre 1969, dix jours après l'échec cuisant d'une grève de 48 heures, échec qui avait provoqué un profond découragement chez les agents concernés. Le gouvernement de l'époque avait profité de sa « victoire » pour imposer immédiatement un contrat de salaire à long terme, ce qui a fait dire à Chaban-Delmas : « Je garantis qu'il n'y aura plus de coupures de courant dues aux grèves pendant au moins deux ans ». Il a d'ailleurs très largement gagné son pari.

Bien sûr, la fédération CGT, seule, n'avait pas signé ce contrat. Mais elle a été incapable de s'opposer à

son application. Son action à l'époque s'est traduite par un combat pour l'amélioration du contrat, combat d'ailleurs couronné de succès, mais qui ne provoqua pas pour autant la remise en cause de la politique contractuelle. Au contraire même puisque la fédération s'estimaient satisfaite, elle avait signé un bon contrat.

Eh bien ! Le contrat n'était pas bon ! Il était simplement moins mauvais parce qu'il permettait d'obtenir des garanties plus importantes sur le pouvoir d'achat. Mais il n'était pas bon, puisque la CGT respecte sa signature et une fois qu'elle l'a apposée sur un tel document, même si la conjoncture économique permet d'obtenir plus par l'action que ce que donne le contrat signé, elle ne lance pas cette action.

(...) Si encore au moment où, au contraire, la situation économique devient mauvaise, ces contrats pouvaient garantir encore le pouvoir d'achat, ça serait une consolation. Mais non ! Lorsque la situation lui paraît difficile, le pouvoir n'hésite pas une seconde à dénoncer unilatéralement le contrat. A EGF, nous avons été cocus deux fois. Une

fois puisque malgré la bonne situation économique de la période qui suivit la signature, nous n'avons pas pu nous battre pour obtenir plus que ce que donnait le contrat. Une deuxième fois parce que lorsque la crise économique a frappé à la porte, les directions générales ont rompu le contrat pour en imposer un autre très largement inférieur. La CGT ne l'a toujours pas signé mais il est appliqué et nous sommes incapables de mobiliser le personnel pour le mettre en échec.

Non, il n'y a pas, il ne peut y avoir de bons contrats avec ce régime, parce que tout contrat enlève aux travailleurs un des axes essentiels de leur mobilisation, la revendication salariale !

SUR LES FORMES D'ACTION

Le rapport préparatoire affirme que la CGT ne rejette aucune forme d'action du mouvement ouvrier. C'est sans doute vrai, mais au niveau de la confédération, ça n'engage strictement rien.

On ne met pas en place une direction confédérale simplement pour compter les points dans les actions ouvrières ou assurer une représentation diplomatique en France ou ailleurs. Une direction confédérale doit à tout moment analyser la situation, en informer toutes les instances syndicales.

Même si elle ne peut, en appuyant sur un bouton, imposer telle ou telle forme d'action, elle devrait pour le moins user de son autorité pour coordonner

au niveau le plus élevé possible, afin que les coups portés soient efficaces.

Ainsi en cette période, alors que le pouvoir impose à tous les travailleurs sa politique d'austérité pour relever le taux de profit du capitalisme, il ne fait aucun doute que seule une riposte d'ensemble de la classe ouvrière, peut espérer mettre en échec cette politique.

(...) Que la Confédération indique cette voie avec force et les syndicats n'auront pas grand-peine à mobiliser les travailleurs. Ce qui bloque la situation aujourd'hui, ce n'est pas tant l'échec électoral de mars 1978, bien que le traumatisme soit profond, que le sentiment bien ancré que toute action parcelaire, aussi bien sur les salaires que sur les conditions de travail et l'emploi, est, face à ce pouvoir réactionnaire, vouée à l'échec.

C'est aujourd'hui le manque de perspective crédible proposée par la CGT à son plus haut niveau qui bloque le démarrage de l'action de masse de la classe ouvrière.

Ouvrir la possibilité d'une lutte d'ensemble, redonner confiance aux travailleurs dans l'issue de leur lutte, c'est la première condition pour, à la fois, recréer l'unité syndicale et ouvrière, offrir une perspective politique favorable aux travailleurs, garantie par l'action de masse, et pas seulement par des accords de sommet entre états-majors politiques.

Par mandat, le secrétaire André Fichaut (syndicat ouvriers-employés et CE-GNC-EGF-Brest)

10000 éleveurs de porc manifestent à Pontivy

Bien décidés à ne pas en rester là

Suite de la page 1

En effet, pour beaucoup d'éleveurs, la trésorerie a fondu, alors que les coûts de production augmentent de plus en plus et que le prix de vente du porc stagne ou régresse.

Cela ne peut que susciter la colère en particulier des jeunes dont le maximum veut s'installer dans la région et refuse l'exode.

Giscard avait dit aux travailleurs de la terre, comme cela fut souligné : « Travaillez, investissez, exportez, nous avons travaillé, investi, l'agriculture est devenue exportatrice » le résultat ? 720 000 éleveurs en 1965, 471 000 en 1976... Mais comme le dit un communiqué du comité de parti (région Bretagne) du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) publié dans la *Faucille* du 8 novembre : « Il y en a qui s'en sortent bien, ce sont les gros tels Gourvenec qui à 1 400 truies en naissance et engraissement ce qui fait 28 000 porcs charcutiers par an, production qui équivaut à celle d'un groupe d'une trentaine d'éleveurs. »

Mais cette politique d'élimination ne se fera pas si facilement. Déjà l'affaire Cadiot a donné le départ de la lutte contre le Crédit agricole qui étouffe les paysans. Ceux du Larzac non plus ne sont pas décidés

à se laisser faire et l'annonce de leur présence au rassemblement fut écoutée avec intérêt.

Les éleveurs ont annoncé leur volonté de continuer la lutte :

« Aujourd'hui, c'est le point de départ d'une série d'actions qui ne cesseront pas tant que nous n'aurons pas eu satisfaction ».

Ce ne sont pas des promesses en l'air. En effet, à la fin de la manifestation lorsque les tonnes à lisier eurent terminé d'arroser copieusement les parterres du sous-préfet, quelques manifestants commencèrent à rentrer dans la cour de la sous-préfecture. Aussitôt les CRS sortirent de dedans et commencèrent à tirer des grenades lacrymogènes, preuve que les autorités étaient inquiètes ; mais il fallut près de deux heures aux 1 500 flics pour, carrefour après carrefour, faire replier les éleveurs : « parasites », « c'est vous qu'il faudrait mener à l'abattoir », « nous on bosse ».

Quelques canettes vides et autres projectiles lancés sur les flics malgré l'air irrespirable à cause des gaz, des panneaux de signalisation arrachés, et manifestement pas une très grande hâte pour rentrer chez soi... Hier la colère n'a pas explosé mais ce n'était pas une manifestation-promenade.

Quelle politique pour les cadres

L'UGICT-CGT (Union générale des ingénieurs cadres et techniciens) est la plus grosse organisation de cadres en France. Elle édite son propre journal *Option*. Elle regroupe les cadres organisés en union fédérale des cadres au niveau de chaque fédération.

Pourquoi avoir créé cette organisation autonome des cadres, véritablement royaume indépendant ? Il semble que la direction CGT au niveau confédéral se soit servi du particularisme de la situation des cadres pour ériger ce particularisme en loi générale, édifier une organisation autonome, ceci répondant à sa nouvelle orientation de l'alliance du balayeur à l'ingénieur tout en offrant aux « ingénieurs » une perspective particulière.

Ce faisant, elle ne fait que contribuer davantage à l'isolement des cadres. La place de ces derniers dans le processus de production, dans la société en général, les « avantages » qu'ils en retirent les coupent des travailleurs.

Dans la politique de la bourgeoisie, il y a une large

part de corruption vis-à-vis des cadres. Elle divise pour régner. Cela nous pouvons le voir au niveau des luttes. Chacun a eu l'occasion de s'en apercevoir.

Il n'est pas facile pour un cadre de participer activement à la lutte de classe à cause du poids de l'idéologie bourgeoise, sa bonne volonté ne suffit pas. Les cadres ne sont pas des ennemis par nature des ouvriers. Quelle est l'attitude de la direction confédérale CGT hormis l'existence d'un syndicat spécifique au cadre ou plutôt, liée à l'existence de ce syndicat ?

À notre avis, elle revêt un double aspect. D'une part, la direction confédérale appuie de toutes ses forces les revendications particulières des cadres dans le sens de leurs privilèges : respect de la hiérarchie, et justification des écarts de salaires inraisonnables et injustifiés. Souvent elle promet les cadres à des postes de responsabilité importants au niveau des syndicats, des unions régionales, de la confédération.

Les augmentations en pourcentage sont une illustration parfaite au niveau des revendications de ce que

la direction confédérale propose aux travailleurs en s'appuyant sur le fait que les cadres ont plus de responsabilités et de besoins que les travailleurs.

L'autre aspect nous le voyons nettement apparaître dans la *Vie ouvrière* à l'occasion du 40e congrès de la CGT. Nombre de critiques les plus virulentes publiées dans la *Vie ouvrière* sont le fait de cadres, de membres de l'UGICT. Cela ne reflète pas l'intégralité de la correspondance et vise à faire croire qu'en réalité il n'y a que les cadres ou beaucoup d'entre eux qui rouspètent après la direction confédérale. Cela vise à les faire passer pour des fouteurs de pagaie.

Cela ne fait qu'encourager chez les ouvriers une politique anticadre primaire dont l'origine naît de la différence de position dans le processus de production. En fait, cela accroît la division. Ces deux aspects apparemment contradictoires sont le reflet d'une même politique : diviser pour régner.

D'un côté on flatte les cadres parce que on a besoin d'eux dans le cadre de l'Union du peuple

de France », de l'autre on les « livre en pâture » aux ouvriers afin qu'ouvriers et cadres ne puissent jamais discuter ensemble.

Notre position c'est que les cadres doivent replacer leur combat dans le cadre de celui de la classe ouvrière. On ne doit pas encourager le carriérisme, le respect aveugle de la hiérarchie, le respect de l'ordre immuable des choses, on doit le combattre résolument.

Tous les cadres ne sont pas des ennemis, avons-nous dit, mais cela nécessite deux choses : premièrement leur présence dans le même syndicat que les ouvriers afin que nous puissions discuter clairement de tous les problèmes entre syndiqués ; deuxièmement qu'ils acceptent la direction de la classe ouvrière, les critiques dans le cadre du syndicat, jusques et y compris sur leur rôle de cadre à l'usine car pour nous, il n'y a pas de coupure entre cadre et militant syndical. On n'est pas cadre au boulot et militant dans la section on est avant tout militant donc au service de ses camarades.

Yves LEPIC

Au 59, rue de Lancry (Paris 10e)

Les résidents refusent d'être escroqués

DEPUIS plus d'un an, les résidents d'un foyer d'immigrés, situé au 59, rue de Lancry, à Paris, sont en grève. Depuis des années, la propriétaire, profitant de ce que la plupart des résidents ne savent pas lire, leur faisait signer un « compromis de vente ». Le montant des sommes payées est de huit à dix fois supérieur à celui qui est normal pour de tels logements.

La propriétaire du 59, rue de Lancry, Mme Got, ne loue pas des chambres aux travailleurs immigrés qui s'adressent à elle pour se loger. Elle les leur vend. Profitant du fait qu'ils ne savent pas lire, elle leur fait signer un « compromis de vente ». Selon ce contrat, la propriétaire établit un prix de vente pour le logement cédé. Les résidents doivent payer de mensualités pendant un an.

Au bout d'un an, ils doivent payer la différence entre le prix de vente fixé par le contrat et les sommes déjà versées. Par exemple, pour un local de 10 mètres carrés, le prix de vente est de 45 000 F. Les résidents doivent payer 450 F par mois. Au bout d'un an, ils doivent, en principe, payer la différence avec les

45 000 F. Ce qui se passe, c'est que, bien sûr, les résidents signent sans savoir qu'ils signent un contrat de vente. Au bout d'un an, ils ne peuvent évidemment pas payer les millions que la propriétaire leur demande. Celle-ci alors reconduit le même contrat en augmentant tout simplement le montant des versements mensuels.

— *Escroquerie :*

Par ce procédé, qui est une véritable escroquerie, la propriétaire peut ainsi :

- Détourner la loi de 1948 et faire payer des loyers huit à dix fois plus chers que celui qu'ils devraient payer normalement ;
- Se décharger de toutes ses responsabilités en

ce qui concerne l'entretien (pas de concierge, le courrier n'est pas distribué, pas de nettoyage depuis des années) ;
— Ne pas donner de quittance de loyers.

Les conséquences sont les suivantes pour les résidents :

— Un WC pour cinquante personnes.

L'immeuble est complètement délabré, les toilettes sont inutilisables au point qu'un seul WC est en état, et ceci, pour cinq étages, soit une cinquantaine de résidents. Dernièrement, un WC a été bouché. L'eau coulait dans les étages et inondait les chambres au-dessous. La réparation a été faite aux frais des résidents. Elle s'est élevée à 1 150 F. Les couloirs sont très sombres, même en plein jour, faute d'éclairage. Des lettres sont trouvées régulièrement dans les poubelles et des chèques de congés payés ont été volés.

— Ni sécurité, ni chauffage, ni eau chaude.

Cela permet aussi à la propriétaire de se soustraire à ses responsabilités en ce qui concerne la sécurité. Il n'y a pas d'extincteur, les

fils électriques pendent partout. Il n'y a ni chauffage ni eau chaude. L'eau froide ne monte pas aux étages supérieurs aux heures de pointe.

Cette situation dure depuis plusieurs années.

— Pour un statut de locataire.
En 1976, un résident a déposé, seul, une plainte. Le tribunal lui avait alors donné tort. L'argument qui justifiait cette décision était que les autres résidents étaient dans les mêmes conditions et n'avaient pas porté plainte.

Les résidents ont depuis longtemps demandé à Mme Got des réparations. Celle-ci n'a jamais fait suite à leurs demandes. Depuis un an environ, les résidents ont donc entamé une grève des loyers. Le 15 juin 1978, la propriétaire traduisait devant le tribunal cinq d'entre eux pour demander leur expulsion. Celle-ci était refusée par le juge.

Aujourd'hui, les résidents qui poursuivent la grève ont entamé une procédure en justice. Ils demandent le statut de locataire et un constat par la justice des conditions dans lesquelles ont été signés les « compromis de vente ». La décision du tribunal sera rendue le 18 novembre.

Henri MAZEREAU

V Chers camarades, OICI, bien tardivement, quelques informations et points de vue à propos de la grève des marins.

Nous avons trouvé correcte, dans l'ensemble, la position adoptée par notre journal sur cette grève. Cependant, à notre avis, l'accent n'a pas été assez mis sur la dénonciation des armateurs. Nous vous envoyons, ci-joint, un document de la CGT qui fait apparaître nettement les intentions des armateurs : placer certains de leurs navires sous pavillon de complaisance pour pouvoir sauver leurs profits en employant, à des salaires de misère, des marins du tiers monde.

Les positions de la CGT, quant à elles, sont loin d'être dépourvues d'ambiguïté et d'arrière-pensées à coloration chauvine.

On a nettement l'impression que les protestations contre l'apartheid sur les navires ne sert que de paravent à une défense des emplois des seuls marins français. Dans la lutte en cours, à notre avis, la position correcte, c'est de lutter pour que les marins du tiers monde, embarqués sur les paquebots de la NCP, soient payés comme les marins français et bénéficient des mêmes avantages et non pour qu'ils soient débarqués !

Cependant, il faut être prudent, car le chauvinisme, quant au fond, du syndicat CGT des marins n'est pas toujours évident. Les choses sont, en effet, plus compliquées. Ainsi, c'est la CGT qui a fait adopter, à la dernière conférence maritime de l'OIT (octobre 1976), une résolution qui dit : « L'abolition de toute discrimination afin que, sous un même pavillon, les marins d'une même spécialité bénéficient de tous les avantages offerts par la législation, le cas échéant, par les conventions collectives s'appliquant aux gens de mer du pays dont le navire porte le pavillon » (Page 6 du document CGT).

Plus concrètement, la CGT, à Nantes et à Nantes-Nazaire, a mené de nombreuses actions pour soutenir les marins surexploités de navires sous pavillon de complaisance. Dans ces occasions s'est toujours manifestée la solidarité internationaliste des ouvriers du port. Ces luttes ont toutes débouché sur des victoires, les armateurs-pirates étant obligés de payer toutes les sommes dues aux marins, en application des règles de salaire de l'ITF (Syndicat international du transport). Ces faits comptent, même s'il est indéniable que cette lutte contre les pavillons de complaisance est habitée par l'arrière-pensée chauvine de défendre prioritairement l'emploi des marins français.

Un camarade

CHERS camarades, Nous tenons à vous dire en prenant notre réabonnement au quotidien combien celui-ci correspond mieux à ce que nous lui demandons. Certes, il y a toujours ce que nous appelons un ouvrierisme facile qui, quelques fois, rend dogmatique certains articles ; des articles de fond qui apportent peu comme ceux sur l'URSS ou d'un pays socialiste ? Une revue télévisée beau-

coup trop limitée ainsi qu'une page culturelle que nous aimerions voir plus dense et plus fréquente. Mais à l'inverse, quels progrès dans les rubriques « politique et social », « échos des entreprises et quartiers », ainsi que dans l'excellent dossier sur le Kampuchea. Notre journal est en bonne voie, il faut qu'il progresse beaucoup encore, nous essaierons d'y contribuer. Vive l'organe central du PCML.

Salutations communistes P.R.

Un autre lecteur, postier nous écrit justement à propos de la rubrique « courrier des lecteurs ».

LES lecteurs ne doivent pas penser que cette rubrique est seulement développée pour des militants actifs ou des stars de l'écriture.

Le courrier des lecteurs est la parole à tous les travailleurs, militants, sympathisants, amis. Cette rubrique est très lue des travailleurs de ma boîte car elle est vivante, fraîche, concrète, importante par son contenu de classe. C'est pourquoi je me décide à écrire le plus souvent possible... Certains amis pourraient faire remarquer, ce sont des intellectuels qui écrivent des habitués de l'expression écrite. Eh bien non ! A son stylo et exprimer ses idées sur les luttes, théories, ses pratiques, les conditions de vie, sur les immigrés qu'il voit dans son quartier, son boulot. Bref, de vastes sujets qui éclairent et suscitent la discussion et apporteront au Parti des travailleurs de France des réalités concrètes pour mener à bien sa ligne politique.

SALUT camarade Chapeau pour la page 5 de l'Humanité rouge du vendredi 3 novembre (ainsi d'ailleurs que pour le reste) ! « Ce qui a changé » est extra et très utile puisqu'il m'a donné une idée : faire de même pour les chantiers navals Clotat et Spat. Je vais en parler sans tarder ! De fait, la lectrice de Toulon c'était moi, merci pour la réponse, j'ai beaucoup apprécié. Je vous joins une petite réflexion sur une phrase d'un flic de ville peut-être cela peut-il servir. Amicalement M.

« La gégène, c'est ça qu'il te faut ! Aujourd'hui c'est moi qui actionne » Voilà la phrase qui m'a glacé sur place dans un hall de gare. Un « brave flic de ville », la trentaine souriante, talkie-walkie à la main, s'adressait à un jeune aux cheveux longs en jeans qui osait lui répondre et ne pas baisser les yeux. La voie portait à la cantonnade et la phrase est tombée dans l'indifférence générale. A quoi nous habitude-t-on donc ?

Malgré moi, je me suis rappelé la partie du Programme commun sur la police démocratique. Oui, y compris les « braves flics de ville » qui font la circulation et veillent sur la sécurité de nos écoliers reçoivent une formation bien fasciste et parmi eux certains comme celui-ci sont prêtés maintenant à utiliser les pires méthodes policières y compris la torture. Cela aussi c'est leur boulot ! L'oublier c'est attendre pour réposter qu'il soit trop tard.

Nature et limites de l'eurocommunisme

Le « Oui... MAIS » des PC occidentaux à l'URSS

(Suite de la page 8)

retient sept piliers de l'eurocommunisme :

- 1) « La voie pacifique et démocratique vers le socialisme »
- 2) « Le socialisme c'est la liberté et la démocratie intégrales »
- 3) « Les larges alliances ».
- 4) « La pleine autonomie de chaque parti »
- 5) Devoir de critique réciproque.
- 6) La dimension ouest-européenne.
- 7) La crise profonde et globale des pays capitalistes.

On peut donc dire que la théorie du passage au socialisme et de la nature du pouvoir dans cette première phase de communisme constitue d'après Larsen le fondement de l'eurocommunisme.

Nous ne pouvons pour notre part accepter ces conceptions des eurocommunistes. Nous nous refusons à proposer aux travailleurs en lutte qui aspirent à en finir avec le capitalisme de s'en remettre au bulletin de vote associé dans le meilleur des cas à de larges mouvements de masse. Nous préférons recommander à ces travailleurs de rejeter toute illusion sur l'esprit démocratique des capitalistes, sur la liberté des élec-

tions dans un système dominé par l'argent et sur la possibilité de chasser pacifiquement les capitalistes monopolistes qui détiennent tout le pouvoir économique et disposent d'une police et d'une armée à leurs ordres.

Comment peut-on se dire communiste et mettre au rancart le principe de la révolution armée des larges masses populaires. C'est un fondement du marxisme et ce fut un des points de rupture entre socialistes et communistes lors du Congrès de Tours où naquit en 1920 le Parti communiste français. Qu'est-ce qui a changé d'essentiel pour raconter désormais aux travailleurs la fable du « passage pacifique » ?

Dans les années 1960, c'est au nom de la force du camp socialiste que les partis engagés dans la voie révisionniste rejetaient la lutte armée. Grâce à la puissance militaire du Pacte de Varsovie les capitalistes de France, d'Italie et d'ailleurs n'oseraient pas s'opposer à une victoire électorale de gauche. C'était déjà un mensonge et c'était complé sur les chars russes pour « exporter la révolution ».

Cette thèse Brejnev, Souslov et Cie y sont toujours favorables... on comprend pourquoi.

Mais pour les partis euro-révisionnistes comment justifier maintenant leur passage pacifiste ? Ils ne le peuvent pas et

sont donc obligés de jouer jusqu'au bout la carte électoraliste et la carte des alliances avec les partis bourgeois « compromis historique à l'italienne, pacte de la Moncloa à l'espagnole, ou Programme commun à la française.

Pour cette raison, nous ne considérons pas les partis eurocommunistes comme des partis authentiquement représentatifs des intérêts des ouvriers et des masses populaires.

Tout en appréciant positivement le mouvement en cours dans ces partis nous ne cesserons jamais notre critique de leur révisionnisme.

La prétendue « voie pacifique » et la prétendue « détente » sont en réalité des voies sanglantes pour les peuples. C'est pourquoi, nous conseillons, quant à nous, aux militants et cadres du PCF de bien réfléchir à l'expérience du Parti tchécoslovaque qui n'a cessé de désarmer son peuple face à l'URSS. Quand ils ont fini leur travail néfaste, Brejnev et Cie s'en sont impitoyablement débarrassés pour utiliser des valets ultra-zélés.

De même nous leur conseillons de ne pas oublier l'expérience tragique du Chili où l'on a vu à quoi aboutit la soi-disant voie pacifique.

Henri JOUR

Socopa Vitrolles
(Bouches-du-Rhône)

4 semaines d'occupation

Plein succès d'une
soirée de soutien
aux travailleurs en
lutte



Au cours de la soirée-cinéma de soutien aux travailleurs de la Socopa, un représentant du Centre d'expression du CEP et un travailleur de la Socopa interviennent (Photo correspondant HR).

Cela fait maintenant plus d'un mois que les travailleurs de Socopa occupent leur usine (conditionnement de viande) pour s'opposer à la fermeture et aux quatre-vingts licenciements.

C'est à l'appel du Centre d'expression populaire (CEP), association culturelle vitrolaise, qui se met au service des travailleurs, qu'a été organisée une soirée-cinéma de soutien aux travailleurs.

La vente de la vignette pour cette soirée a permis de recueillir plus de 2 000 F. C'est plus d'une centaine de personnes qui ont participé à cette soirée, au cours de laquelle fut projeté le film *Sur les quais* d'Elia Kazan. Un débat avec les travailleurs de Socopa a clôturé la soirée.

Cette initiative très positive a renforcé la solidarité de la population avec les travailleurs de Socopa.

Correspondant Vitrolles

Alors, les Royer, Beaumont, Voisin et Cie se sont dits que c'était le moment de faire passer leur projet. Sans consultation de la chambre d'agriculture, ils l'ont transmis le 21 au Conseil général qui l'a voté le 31 en séance de nuit (dernier jour de la session).

A la sortie, le président Voisin a dû être protégé par la police, quelques conseillers municipaux présents voulant lui faire la peau !

assailli par ses administrés. Les paysans, des maires, discutent des formes de la riposte.

Il est possible d'unir, autour des petits paysans les plus menacés, les habitants, les maires des communes concernées, les défenseurs de la nature et de l'environnement, contre le pouvoir et la poignée de notables industriels et banquiers qui profiteraient de l'autoroute.

Correspondant HR

LA COLERE GAGNE !

La nouvelle s'est répandue comme une trainée de poudre et, de Joué-les-Tours à Bourgueil, c'est la mobilisation. On ne parle plus que de cela dans les fermes et les bourgs concernés. Cette autoroute, c'est :

- Des villes coupées en deux (Joué-les-Tours et Chambray) et la vie difficile pour des milliers de citadins ;

- La ruine pour les petits paysans, les plus touchés par le projet.

A Vallières, à Lignéres, les petits paysans vont être ruinés, acculés au départ. Comme le dit l'un d'entre eux : « Si l'autoroute passe, on n'a plus qu'à prendre la musette pour aller à l'usine. Alors, on prendra le fusil ». Et un autre : « Si le projet est maintenu, on fera sauter leurs engins ». Les plus touchés, ils ont été les premiers mobilisés. Le 3, la mairie d'Azay-le-Rideau était comble pour la réunion de la FDSEA. Quelques maires présents indiquaient qu'ils n'avaient pas été consultés. Une agricultrice qui avait assisté au vote du Conseil général racontait : « C'est un vote à l'arraché, scandaleux. Mon opinion, c'est qu'il faut créer un mouvement de rébellion ».

Une association de défense a été constituée, le problème de la démission des maires a été soulevé.

UNE PARTIE DE LA TOURAINNE DÉFIGURÉE

Entre Lignéres et Bourgueil, l'autoroute devra passer la vallée de la Loire au sud de Langeais. Cette région est classée et les paysans ont toutes les peines du monde à obtenir des permis de construire de granges. Inondée presque chaque année, la région verra l'autoroute sur des piliers à six mètres de haut sur plusieurs kilomètres !

Mais, comme l'a dit le banquier Cheumont, « les touristes verront les châteaux de l'autoroute ».

LA MOBILISATION SE DÉVELOPPE TRES VITE

Le maire de Joué-les-Tours est

Pas d'autoroute Tours-Angers !

Il y a longtemps qu'il est question de construire une autoroute entre Tours et Angers, reliée à l'actuelle autoroute Paris-Bordeaux. Depuis de longs mois aussi, le débat se menait dans les communes sur ces projets. La majorité de la population d'Indre-et-Loire et du Maine-et-Loire est contre l'autoroute et pour l'aménagement en route à quatre voies du chemin départemental 766. Mais les choses se sont précipitées la semaine dernière pendant la session du Conseil général d'Indre-et-Loire.

Il faut dire qu'il y a de gros intérêts derrière cette autoroute : la chambre de commerce de Tours et son maire Royer, qui rêve d'un « grand Tours », annexant les communes voisines et développant l'industrie le long de l'autoroute — celle de Saumur — qui y voit de nouveaux profits, etc.

Alors peu importe les moyens ! Le projet du nord de la Loire s'est heurté à la mobilisation des communes et puis, il y a les terres du duc de Luynes et de quelques gros propriétaires. Au sud, le projet avait été repoussé par les ingénieurs comme absurde et trop coûteux. C'est, selon la société d'étude de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SÉPANT), le pire des trajets : c'est pour cela que la population n'y croyait pas et ne s'est pas mobilisée.

Encore les Willot...

La Commission des opérations de Bourse a ouvert une enquête sur les activités financières des Willot. C'est dire que les activités en question sont pour le moins peu claires, nous y reviendrons en détail dans une prochaine édition ou nous rendrons compte de l'interview d'un syndicaliste CFDT du groupe Boussac.

Quand aux conditions de travail des ouvriers, elles se dégradent sensiblement : cela n'est pas, de toute évidence, la préoccupation des Willot.

En voici quelques illustrations, témoignages de syndicalistes d'usines des Vosges, tirés d'un compte rendu d'une conférence de presse CFDT à Epinal paru dans le journal *Libération*.

A l'usine de Thaon : « On a licencié les ouvriers de l'entretien et aucune réparation n'est plus effectuée. Le matériel se dégrade, on travaille dans la merde, les néons qui grillent ne sont même pas remplacés. L'usine ne tourne qu'à 50 % de sa capacité ». « Il n'y a plus de direction du service transport dans la vallée. Nous n'avons même pas de pneus neufs pour les camions et il faut aller en récupérer à la déchèterie pour les changer. Avant, le transport des produits d'effectuait par citernes ; actuellement il s'effectue par litres !

Il est courant de faire une livraison de 200 litres dans un camion de 38 tonnes... « Maintenant on travaille seul sur une machine ou nous étions deux auparavant. La direction fait un chantage aux licenciements ou aux départs si on n'est pas content. Alors les gens sont écaillés et se mettent en arrêt de maladie ou alors prennent leur compte ». « Les directeurs disent aux ouvriers "soyez meilleurs que ceux de l'usine d'à côté, plus rentables, si vous voulez que dans un an la boîte continue à tourner" ».

4e rendez-vous de la campagne d'abonnement spécial d'un mois

La campagne d'abonnement spécial d'un mois est maintenant terminée. Le résultat global est de 75 abonnements. Nous estimons qu'il est positif.

Mais nous ne saurions en rester là. Certains abonnements ont été faits à titre d'essai. Vis-à-vis de ces abonnés, il est nécessaire de poursuivre notre travail d'explication pour qu'ils renouvellent leurs abonnements.

Cela a aussi montré que des possibilités de diffusion plus large de notre journal existent.

C'est pourquoi nous lançons, dans le prolongement de cette campagne, une « campagne d'abonnement 1979 ».

Nous ferons des « rendez-vous » tous les quinze jours pour faire le point. Mais, en plus, pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous ferons un classement par cellule d'une part qui sera publié tous les quinze jours et, d'autre part, nous proposerons des cadeaux (brochures, posters...) aux lecteurs et aux camarades qui nous transmettront des abonnements nouveaux de trois mois au moins (non-valable pour les réabonnements).

Par exemple :

- Pour cinq abonnements transmis sur une période de trois mois : un classique du marxisme-léninisme des Editions de Pékin ;

- Pour dix abonnements : un « pionnier » de l'Humanité rouge.

Des bulletins d'abonnements sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les règlements aux abonnements et envoyez les abonnements au fur et à mesure.

Rempartons une nouvelle victoire dans les abonnements !

LES 11 ET 12 NOVEMBRE A LA ROCHELLE RENCONTRE POUR L'AUDIO-VISUEL D'INTERVENTION SOCIALE

Les 11 et 12 novembre 1978 se tiendra à la maison municipale des jeunes de la Rochelle la rencontre nationale des personnes et collectifs qui réalisent des produits audiovisuels d'intervention sociale et politique (super 8, vidéo, montages-diapos, 16 mm).
Objet : projections, débats et création d'une association. Cette initiative fait suite aux rencontres de Rennes en 1977, d'Utrecht en 1977, de Paris (octobre 1977) et de Rennes (mai 1978).
L'après-midi du 11 novembre sera consacré au travail en commission sur les sujets suivants.

La soirée du 11 novembre sera ouverte au public de la maison des jeunes. L'après-midi du 11, on travaillera en commissions reprenant les sujets abordés à Rennes en mai dernier :

- L'établissement d'un catalogue : apportez tous vos documents car *Cinéma politique* s'est chargé de les centraliser ;
- Les nouvelles technologies et les problèmes juridiques qui en découlent. But : réaliser une brochure. L'UPCB servira de boîte à lettres ;
- La spécificité des médias. Première étape : colloque sur le montage diapos. Le groupe *Images du peuple* s'est proposé de le coordonner ;
- La commission femmes poursuivra le travail d'échange et de réflexion amorcé à Rennes ;
- La commission coordination examinera notamment les questions de subvention et de circulation de l'information.

Voici une première approche du programme :

Les 8, 9, 10 novembre, pour préparer la rencontre, ils veulent montrer aux Rochelais des films militants. Si vous-mêmes êtes libres à cette date et souhaitez présenter un film, votre déplacement sera payé par la maison des jeunes. Prenez contact immédiatement à la maison des jeunes avec Claudie Landy ou Jacky Yonnet.

Leur adresse est : Maison municipale des jeunes, 10 bis rue Amélot, 17 000 La Rochelle. Téléphone : 16 (49) 41 45 62.

La Faucille

CONFÉRENCE ANNUELLE SOUTIEN
Accord entre Debatisse AUX REVENDICATIONS
Barre et Méhaignerie DES PETITS ET MOYENS
sur la loi-cadre PRODUCTEURS DE PORCS

Le dernier numéro de
La Faucille est dis-
ponible. Prix 3 F.

La Faucille BP 258 75866
Paris Cedex 18
CCP 17 564 83 B. Paris.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Juquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Mais la Conférence de Berlin n'était qu'un début. Les mois qui suivirent cette conférence virent le déclenchement d'une violente polémique désormais franchement publique. On ne s'appesantira pas ici sur les mille occasions saisies par les eurocommunistes pour affirmer leur intention de prendre leurs distances. Tandis que de leur côté, Brejnev, Souslov et Cie, font donner leurs roquets. Ainsi, en décembre 1976, Jivkov, premier secrétaire du parti bulgare écrit dans « Problèmes de la paix et du socialisme » :

« L'eurocommunisme est une nouvelle forme d'antisoviétisme » et Bilak, fantoche soviétique à la tête du parti tchécoslovaque affirme que le « PCF trahit » ou encore, le 1er juin 1977 :

« L'eurocommunisme est un mélange des éléments les plus divers du réformisme petit-bourgeois. Le « communisme national », le « socialisme démocratique » et le « capitalisme populaire ». Les propagandistes de l'eurocommunisme ont beau envelopper leur produit révisionniste dans un joli papier, la ca-



Enrico Berlinguer et Georges Marchais à un meeting à la Villette en juin 1976. C'est ce même mois que se déroula la conférence de Berlin qui vit un affrontement entre les partis communistes entièrement favorables à la politique de Moscou et les partis qui s'y opposent à des degrés divers.

tique : pour elle, l'URSS est toujours un pays socialiste, la Tchécoslovaquie occupée aussi (à la fête de l'Humanité en septembre dernier, le Parti tchécoslovaque avait un stand tandis qu'étaient pudiquement oubliés les dissidents de la Charte 77). Bref, sur ces questions, on peut dire que la direction du PCF court derrière un courant de masse, cherchant à le freiner plutôt qu'à l'encourager et à se porter à sa tête.

L'Humanité a gardé un pieux silence sur l'article antisémite publié le mois dernier dans l'organe des Jeunesses soviétiques : alors que cet article accusait les partis eurocommunistes d'être pénétrés par les « judéo-francs maçons » (!)

A cette attitude mollassonne sur la question de l'oppression que subit la classe ouvrière, les masses populaires et les diverses nationalités de l'URSS, il faut ajouter l'attitude franchement complice de l'URSS dans l'arène internationale.

Sur les diverses questions internationales, les dirigeants du PCF continuent à se faire les démarcheurs de la « détente » made in Moscou, c'est-à-dire

Nature et limites de l'eurocommunisme

Le «Oui... MAIS» des PC occidentaux à l'URSS

melote reste de la camelote. » Toute cette campagne finit par aboutir à un événement d'une lourde portée : le 23 juin 1977, la revue soviétique *Temps nouveaux* attaque nommément le secrétaire général du Parti communiste espagnol, Santiago Carrillo, pour son livre « L'eurocommunisme et l'Etat ».

Cette attaque provoque évidemment une réaction de solidarité des autres partis eurocommunistes qui se sentent concernés. Dans le même temps, des failles apparaissent au sein même des partis du Pacte de Varsovie : la presse internationale relève que dans les partis polonais et hongrois, certains semblent embarrassés par la virulence des attaques contre les Partis Communistes eurocommunistes. Ainsi, le *Monde* du 26-27 juin 1977 rapporte qu'un interlocuteur polonais a dit à l'un de ses journalistes : « Nous sommes tous des eurocommunistes, car nous avons tous notre socialisme ».

A la suite de la réaction indignée que suscite l'attaque contre Santiago Carrillo, la campagne publique engagée par Moscou va quelque peu s'atténuer sans que pour autant les contradictions s'amenuisent.

LIMITES DE L'EUROCOMMUNISME

Ces derniers jours l'Humanité, organe du Parti communiste français vient d'innover en publiant en page 2, un reportage sur la Chine rédigé par le directeur de l'Echo du centre, René Dumont.

Le ton de cet article n'a rien à voir avec celui de Jean-Emile Vidal plus rompu à l'injure qu'à la démonstration. De son côté

NOUS avons vu dans notre édition du 10 octobre comment s'est progressivement affirmée dans les Partis communistes d'Europe occidentale une tendance à refuser la baguette du Parti de Brejnev. Le développement de ce courant s'est finalement traduit par un affrontement entre deux camps à la Conférence paneuropéenne des Partis communistes qui se tint à Berlin-Est le 29 juin 1976 : d'un côté, le groupe dirigeant du parti soviétique et ses fidèles tchécoslovaques, bulgares, polonais et hongrois venus là pour imposer une soumission des partis d'Europe de l'Ouest à la stratégie hégémoniste de Moscou, de l'autre les Espagnols, les Italiens, les Français et aussi les Roumains qui s'y opposèrent à des degrés divers.

La Conférence de Berlin se termina par un compromis dans les termes du document commun : les Soviétiques ont préféré céder sur des mots, l'important pour eux étant de maintenir les divers partis dans leur camp, dans le cadre de leur rivalité avec les États-Unis. Ainsi le document adopté à la Conférence de Berlin n'emploie ni le terme « d'internationalisme prolétarien » synonyme de « solidarité inconditionnelle avec l'URSS » ni le terme de « dictature du prolétariat » identifié dans le cadre de cette conférence au système en vigueur en URSS ou en Tchécoslovaquie.

Unità, organe du Parti communiste italien a apprécié positivement le voyage du président du Parti communiste chinois, Houa Kouo-jeng, en Roumanie et en Yougoslavie. Et l'on sait qu'au cours de la longue rencontre toute récente entre Brejnev et Berlinguer il a beaucoup été question du Parti communiste chinois. Quand on sait que la Chine et le Parti communiste chinois sont les ennemis No 1 de Brejnev on saisit la portée de tels gestes.

Tous ces faits sont évidemment intéressants. Cependant,

il serait dangereux pour autant de voir dans l'eurocommunisme un porte-drapeau de la résistance à l'idéologie révisionniste du Parti communiste soviétique et à sa politique expansionniste et agressive.

Comment en effet faire confiance pour diriger une telle lutte à des hommes qui sont les derniers dans les pays d'Europe de l'Ouest à s'élever contre le système d'oppression et d'exploitation en vigueur en URSS, en Tchécoslovaquie et dans les autres pays satellites ? Il a fallu l'occupation de la

Tchécoslovaquie, la « normalisation », la répression des révoltes ouvrières en Pologne, la Charte des 77 et tous les dissidents pour que la direction du PCF, puisque c'est elle qui nous concerne particulièrement, « regrette, désapprouve ou condamne » ce qu'aujourd'hui il faut combattre comme un nouvel hitlérisme.

Mais la direction du PCF n'en est pas là ! Alors que dans notre pays, le système fasciste de l'URSS est rejeté massivement et globalement, la direction du PCF cherche à en limiter la cri-

qu'ils continuent à endormir les gens sur l'air de la paix et du désarmement tandis que l'URSS multiplie les agressions, les coups d'Etat, et intensifie ses préparatifs de guerre en Europe.

Peut-être que les dirigeants du PCF nous diront un jour que comme pour les camps de concentration en URSS « ils ne savaient pas ». Toujours est-il que leur ligne en fait la principale force d'appui de Moscou en France.

Sur beaucoup de questions internationales, la position du PCF a été jusqu'à présent une copie conforme à celle des soviétiques (Angola, Zaïre, Vietnam...)

On peut donc dire que face à Brejnev, la limite essentielle de l'eurocommunisme réside dans son appréciation du caractère de l'URSS. L'URSS est-elle un pays où le capitalisme est restauré, un pays fasciste, sur le plan intérieur, impérialiste à l'extérieur ou bien un pays socialiste ? Les eurocommunistes continuent à considérer l'URSS comme un pays socialiste : dès lors les atteintes aux libertés fondamentales n'y sont que des bavures et l'URSS est une force de paix dans le monde.

NATURE DE L'EUROCOMMUNISME

Alors qu'est-ce que cet eurocommunisme qui s'oppose en pratique au Parti communiste de l'URSS sans pour autant théoriser son opposition. Dans le No 88-89 de « Recherches internationales », revue du PCF un texte du danois Niels Larsen

(Suite page 6)